

L'ajournement

● (2205)

Un demi p. 100 des dépenses militaires qui se font dans le monde en un an permettrait d'acheter tout le matériel agricole nécessaire pour accroître la production alimentaire et permettre aux pays pauvres d'arriver à se suffire en produits alimentaires dès 1990.

Nous reconnaissons comme parlementaires que les gens que nous représentons doivent être sensibilisés davantage à la terrible menace que la course aux armements fait peser sur la stabilité mondiale, au fardeau qu'elle impose aux économies nationales ainsi qu'aux ressources qu'elle détourne du développement pacifique.

L'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial se réjouit de la prochaine réunion au sommet entre les dirigeants mondiaux des pays industrialisés et des pays émergents. Nous croyons que ces rencontres au sommet peuvent faire ressortir davantage les problèmes qui existent dans le monde et les solutions possibles. Nous invitons les dirigeants du monde à lancer des idées pour un programme de redressement économique mondial et aux parlementaires du monde à mettre le programme en œuvre de toute urgence et à saisir leurs Parlements nationaux de la question.

L'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial a décidé de faire campagne dans tous les Parlements du monde pour la mise en œuvre complète du rapport.

Cette déclaration a été faite par l'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial lors de sa réunion de Londres.

J'exhorte le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à prendre cette déclaration très au sérieux, à y ajouter son étude du groupe de travail parlementaire ainsi que ses 38 recommandations, et à faire le nécessaire pour que le Canada se dote d'une politique positive, vigoureuse, sensible et sensée en cette année des réunions au sommet sur les relations Nord-Sud.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'avoir l'occasion de répondre au distingué député d'Edmonton-Sud (M. Roche) qui non seulement représente si bien ses électeurs au Parlement, mais est aussi devenu président de l'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial.

Des voix: Bravo!

M. MacGuigan: C'est un organisme relativement nouveau, et je dois dire que je le connais quelque peu. Je lui souhaite bien du succès dans sa tentative pour amener les Parlements du monde à favoriser l'aide au développement international et à les influencer sur d'autres questions, comme le désarmement. Je suis persuadé que les députés écouteront très attentivement ses paroles et les exhortations de l'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial.

Le gouvernement appuie sans réserve les recommandations du rapport de la Commission Brandt ainsi que celles du rapport de la Commission «Breau-Roche» présenté à la Chambre il y a plusieurs mois. Dans sa question initiale, le député a cité le *Times* de New York qui a fait état d'un communiqué des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui ont dénoncé, à leur récente réunion de New Delhi, les pays industrialisés à cause de «leur attitude négative et intransigeante» relativement à la question Nord-Sud. Sauf erreur, le premier ministre (M. Trudeau) avait répondu à l'époque que cela ne s'appliquait pas au Canada. De fait, je peux assurer à la Chambre qu'il en est ainsi, car non seulement notre attitude n'est ni négative ni intransigeante, mais effectivement des personnages de réputation mondiale tels que M. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, nous a félicités d'avoir prévu une hausse de notre aide officielle au développement l'an prochain et les années suivantes. En sommes, nous avons fait marche arrière, car depuis les quelques dernières années, notre

aide officielle au développement avait tendance à baisser. Nous sommes résolus de le faire grimper à .7 p. 100 du PNB d'ici la fin de la décennie.

De fait, je peux assurer au député que non seulement le premier ministre s'occupe activement des problèmes Nord-Sud, comme en fait foi son dialogue avec divers pays, notamment l'Arabie Saoudite, le Nigeria, le Brésil et le Mexique, mais qu'il a également reçu de l'Algérie une invitation pour la même raison. Pour ma part, j'assisterai bientôt à une conférence des ministres des affaires étrangères à Vienne en prévision du sommet Nord-Sud qui doit avoir lieu au Mexique au début de juin. C'est une entreprise extrêmement importante. Bien que cette rencontre ne soit pas directement liée aux négociations globales, qui en sont au point mort actuellement, nous espérons néanmoins que la réunion contribuera à les faire démarrer.

● (2210)

Quoi qu'il en soit, non seulement tenons-nous beaucoup au sommet Nord-Sud et au progrès des relations Nord-Sud, mais aussi aux négociations globales. Nous espérons que ce sera une des grandes questions du sommet économique qui aura lieu à Ottawa à la fin de juillet.

Et je conclurai en disant que nous sommes sur la même longueur d'ondes que le député. Je suis heureux de constater qu'en fin de semaine, son parti a résisté à la tentation de rejeter l'aide étrangère et qu'il l'appuie à nouveau.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LA POLITIQUE DU CANADA À L'ÉGARD DU SALVADOR

M. Walter McLean (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais ce soir que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) nous énonce clairement la position du Canada relativement à l'intervention militaire dans la guerre civile qui se poursuit au Salvador. Je suis heureux de voir le ministre ce soir et j'attends sa réponse avec impatience.

Les réponses que j'ai obtenues du ministre le 19 février ne permettent pas de conclure que le Canada s'en tient à sa position antérieure, comme il l'a démontré dernièrement, soit le 15 décembre 1980, en signant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les droits de l'homme au Salvador, dont voici un passage:

Considérant que la fourniture d'armes et autre aide militaire contribuera à aggraver la situation, l'Assemblée générale invite les gouvernements à ne fournir ni armes ni autre aide militaire dans les circonstances actuelles.

Cet après-midi encore, le ministre a affirmé que les informations qu'il avait reçues depuis son entretien avec le secrétaire d'État américain, le général Haig, l'avaient convaincu que le gouvernement du Canada doit s'abstenir de dénoncer l'aide supplémentaire accordée par le gouvernement des États-Unis. Il a déclaré aujourd'hui que le Canada n'avait pas d'intérêt particulier au Salvador. Parce que nous n'avons pas d'ambassadeur au Salvador, vient-il nous dire, il se fie aux renseignements communiqués par le département d'État américain. Mais il se dit toujours partisan d'une solution politique et non militaire au conflit. Cela taxe à l'extrême ma crédulité. Ce n'est pas ainsi que raisonne un gouvernement voué à une solution diplomatique d'un problème de réforme sociale et politique qui attend depuis trop longtemps son règlement.